

« J'insiste sur l'échelle mobile des salaires »

Pour le porte-parole de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, il y a des mesures urgentes à défendre pendant cette présidentielle, notamment l'échelle mobile des salaires.

– Votre projet comporte-t-il un volet consacré à l'outre-mer ?

– Oui dans la mesure où les travailleurs de La Réunion doivent se sentir concernés par la vie chère. Tous les travailleurs ont des salaires qui ne bougent pas, alors que les prix de consommation courante augmentent. Dans notre programme, il y a en plus du nécessaire rattrapage des salaires vers le haut, une indexation de ces derniers sur les prix. J'insiste sur cette échelle mobile des salaires car les patrons, eux, ne se gênent pas pour l'appliquer en répercutant les hausses sur les produits.

– La vie chère en outre-mer est liée à des situations particulières en terme de distribution. Est-ce un point que vous abordez ?

– Nous l'avons vu lors des grandes manifestations aux Antilles qui ont été suivies ensuite par une mobilisation contre la vie chère à La Réunion. Il existe des marges exorbitantes pratiquées par une minorité. Sur les carburants et la distribution, il est important que les travailleurs, les populations, les consommateurs puissent accéder aux comptes des entreprises. Que ce soit sur le carburant ou

la grande distribution, c'est la seule manière de savoir à quoi s'en tenir pour faire baisser les prix.

Accès aux compte des entreprises

– Vous vous présentez comme la seule candidate communiste, que signifie ce mot ?

– Je l'emploie au sens où l'ont compris des générations de militants. Dès que la classe ouvrière est née, elle s'est dressée contre l'exploitation et les profits pour instaurer une société sans classes sociales. C'est un idéal qui a inspiré la Commune de Paris (révolution parisienne en 1871), mais également les révolutionnaires russes en 1917.

– Justement, après la chute de l'URSS, n'est-ce pas une idée dépassée ?

– C'est au contraire une idée qui a aujourd'hui encore plus de sens. Tout montre, tous les jours, que cette économie (Ndrr le capitalisme) est ballottée. Elle est soumise à des décisions aveugles de ces marchés qui

jouent à la roulette russe. Les grands choix nous échappent. Aujourd'hui, si on n'est pas capables de produire plus de santé, de logements, d'éducation, c'est parce qu'on a perdu la maîtrise de ces grands groupes. On voit chaque jour des milliards qui sont plus que gâchés, ils alimentent la spéculation. Le capitalisme, c'est une maison de fous.

– Vous pensez changer ce système en accédant à la présidence de la République ?

– Bien sûr que non. Pour changer la société, il faut des luttes. Il faut que les travailleurs s'organisent dans les combats pour apprendre à décider par eux-mêmes et prendre conscience qu'ils peuvent diriger. On doit s'imposer aux gestionnaires.

Interdiction des licenciements

– Pourquoi se présenter alors ?

– Cette élection permet de nous y préparer et dire cette perspective. Au-delà de l'élection, il y a des mesures d'urgence à imposer comme l'inter-

diction des licenciements, l'embauche massive dans les hôpitaux, les transports, l'école.

– Quelle est votre position sur le temps de travail ?

– Il faut répartir les efforts sur chacun. Aujourd'hui, les uns sont pressés comme des citrons, quand les autres tournent en rond, condamnés à l'inactivité. Ceci étant, pour le réaliser, il faut reprendre le contrôle sur les profits qui doivent être partagés. On n'accepte pas de se faire voler notre production.

– Lors des six précédentes élections, c'est Arlette Laguiller qui représentait votre mouvement. N'est-ce pas difficile de passer après elle ?

– Elle s'est présentée six fois et on pouvait donc la juger sur la constance de ses idées. Je n'ai pas la même notoriété, c'est la force des choses. En même temps, elle est toujours là et totalement engagée à mes côtés. Il faut montrer qu'il y a des relais, une nouvelle génération.

– Si vous ne figurez pas au second tour, avez-vous une idée de ce que vous ferez ?

– Oui, mais nous le dirons le soir du premier tour. Je tiens à ce que chacun s'interroge sur ce qui va déterminer l'avenir.

Est-ce le futur vainqueur de l'Elysée, celui qui « gagnera » le Tiercé, ou est-ce qui se passe sur les marchés financiers ? C'est l'évolution de cette crise qui est important et celle-ci va amener le patronat à appliquer la même politique. Pour s'opposer, il n'y aura que la lutte.

– Une lutte solitaire ?

– Dans la lutte, nous serons avec ceux qui en seront. On peut toujours compter sur les militants de LO. L'unité n'est pas celle qui doit exister en politique. Là, il faut défendre ouvertement devant les travailleurs nos différences.

– Vous êtes pourtant élu sur une liste municipale en alliance ?

– Je suis sur une liste oui, avec des gens du PCF et ça ne m'empêche pas de faire entendre ma voix et nos différences. Il y a une différence entre la gestion des municipalités et la gestion de l'Etat. L'Etat, c'est le service après-vente de la bourgeoisie. S'unir, ça voudrait dire quoi ? Des accords d'appareils ? On doit défendre nos idées et être dans les combats. Dans les luttes, les manifs, la révolution, toutes les idées ont leurs places, toutes les discussions.